

*le monde*, la réponse encore pertinente du gouvernement à l'examen de la politique étrangère) « la promotion de la prospérité et de l'emploi » pour les Canadiens et les Canadiennes, grâce au développement de formes de multilatéralisme économique fondées sur des règles, et ce à tous les niveaux. Cet intérêt a été avidement poursuivi par le Canada dans ses activités liées au Fonds monétaire international, à la Banque mondiale, au Groupe des Sept/des Huit, à l'Organisation mondiale du commerce, à la Coopération économique Asie-Pacifique, à l'Accord de libre-échange nord-américain, et à l'Accord multilatéral sur les investissements, temporairement interrompu, ainsi que par le biais des initiatives d'échanges bilatéraux rendues possibles par Équipe Canada, et particulièrement grâce à ses incursions dans les pays côtiers du Pacifique, l'équipe étant composée de partenariats entre le gouvernement canadien et des entreprises nationales.

Toute cette activité économique renforce les processus et les forces de mondialisation économique. Cependant, comme M. Axworthy et plusieurs autres l'ont fait remarquer, « il y a un revers de la médaille à la mondialisation ». Les forces, intérêts et processus qui font avancer la mondialisation ont contribué directement :

- à accentuer l'écart entre les riches et les pauvres dans et entre les pays;
- à augmenter la pauvreté chez les peuples déshérités du monde;
- à la dégradation de l'environnement;
- à l'épuisement des ressources;
- à des mouvements massifs des populations, en raison de ces problèmes.

Ces conditions créent également des conflits parmi les peuples, conflits qui s'expriment souvent sous forme de violence nationale, d'abus des droits de la personne, d'activités criminelles, de commerce de la drogue, de prostitution, d'enrôlement d'enfants-soldats et de trafic d'armes.

Ce qui est intéressant ici, c'est que la liste des insécurités produites ou exacerbées par les forces du marché mondialisé, ces mêmes forces qui sont appuyées par notre principal intérêt en matière de politique étrangère, est identique à la liste des insécurités sur lesquelles le MAECI tente de se pencher dans le cadre de sa plate-forme de la sécurité humaine.

D'une manière très réelle, donc, nous essayons, d'une part, de régler les mêmes maux que, d'autre part, nous contribuons à produire. Ceci donne matière à réflexion.

La poursuite de conditions qui fonctionnent à l'encontre des processus de « privation économique » et en faveur de la capacité des peuples à « prendre en main leur propre destinée » est contraire à la poursuite d'initiatives commerciales et d'investissement conçues en vue de promouvoir la prospérité des Canadiens et des Canadiennes au sein d'une économie mondiale qui prospère essentiellement à même les « privations » relatives, et situe nécessairement la destinée de ces peuples au sein de ce système.